

Consultation publique de la CRE n°2020-001 du 30 Janvier 2020 sur la mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat

Réponse d'EDF

2 mars 2020

EDF accueille favorablement cette consultation qui donne l'opportunité de s'exprimer sur les modalités de mise en œuvre envisagées par la CRE.

Il est difficile, à date, d'apprécier le nombre de candidatures et la nature des projets qui seront déposés. Dans ces conditions, il est souhaitable qu'une révision de ces modalités soit envisagée à la suite du premier guichet.

Par ailleurs, ces modalités ne précisent pas si tous les projets remplissant les critères d'éligibilité pourront être mis en œuvre ou s'il y aura une sélection. S'il y a un nombre important de candidatures, il nous semble que la CRE devrait avoir la possibilité de choisir les projets les plus pertinents en fonction de critères objectifs qui tiendraient compte des impacts (techniques, financiers...).

Le présent document détaille les réponses d'EDF aux questions posées dans la consultation, en particulier :

- EDF souhaite que les acteurs de marché soient systématiquement sollicités pour avis au stade de l'analyse approfondie.
- EDF invite la CRE à préciser la pondération qui sera appliquée à chacun des critères de sélection des candidatures. En particulier, les dispositifs d'expérimentations ne doivent pas perturber le marché.
- EDF souhaite que la CRE précise les critères conduisant à prolonger une expérimentation.
- EDF souhaite que la CRE établisse et maintienne un référentiel d'évaluation socio-économique applicable à toutes les expérimentations

Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

EDF partage la remarque de la CRE selon laquelle « une demande au titre du dispositif d'expérimentation réglementaire *qui se limiterait* à une demande d'exonération des tarifs de réseaux ne saurait être considérée comme éligible ».

Pour les expérimentations retenues qui entraîneraient une baisse ou une exonération de TURPE payé par les utilisateurs du réseau participant à ces expérimentations, il est indispensable que le déficit de recettes pour le gestionnaire de réseau – même temporaires – soit recouvré. EDF souhaiterait que la CRE précise comment ce recouvrement (lié aux exonérations ou variations du TURPE) serait valorisé et pris en compte dans le calcul du TURPE. Si ce recouvrement doit être réalisé via le compte de

régularisation des charges et produits (CRCP), cela nécessitera une disposition spécifique dans le TURPE.

Par ailleurs, une exonération ou un abattement de TURPE doit pouvoir être justifié au regard des bénéfices qu'une expérimentation est susceptible d'engendrer pour la collectivité, particulièrement si la solution est déployée à terme au niveau national, et de sa contribution à l'atteinte des objectifs de la politique énergétique définis à l'article L. 100-1 du code de l'énergie. A cet égard, une analyse coûts-bénéfices de l'expérimentation pourrait être exigée dans les pièces à fournir au dossier.

Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

La procédure proposée par la CRE semble pragmatique. Néanmoins, EDF souhaiterait que certaines précisions et étapes supplémentaires soient apportées :

- Lors de la phase d'analyse approfondie, EDF suggère que les opérateurs de réseaux et les acteurs de marché directement impactés par l'expérimentation soient **systématiquement sollicités** pour avis, par exemple, les responsables d'équilibre, les fournisseurs, les acheteurs obligés, : en effet, si l'expérimentation proposée concerne une installation de production d'électricité bénéficiant d'un contrat d'obligation d'achat/complément de rémunération, il pourra être nécessaire de prévoir la rédaction d'un avenant au contrat¹ ou d'anticiper les éventuelles conséquences pour la gestion du périmètre d'équilibre de l'acheteur obligé.
- Lors de la phase d'analyse approfondie, il semble nécessaire que le porteur de projet ait la possibilité d'avoir un **échange contradictoire** avec les gestionnaires de réseaux.
- Concernant la délibération et les conditions de déroulement, il n'est pas précisé sur quels **critères** la CRE se basera **pour déterminer la durée** de l'expérimentation. Ces critères devraient être explicités.
- Concernant la sélection des projets, les **critères de sélection** ou de classement des projets entre eux ne sont pas mentionnés. Y aura-t-il en outre un nombre de projets maximal par territoire? Si oui, quel en sera le périmètre et le nombre? Si ces projets ont un impact financier sur les gestionnaires de réseaux, une enveloppe financière globale sera-t-elle budgétée? Cette enveloppe globale est nécessaire pour limiter les transferts entre utilisateurs, et indispensable dans le cas où ce recouvrement ne serait pas réalisé via le compte de régularisation des charges et produits. EDF invite la CRE à limiter le nombre de projets et les budgets retenus aux guichets et à expliciter la méthode qu'elle utilisera pour sélectionner les projets.
- Par ailleurs, EDF souhaiterait :
 - o que les expérimentations proposées et mises en œuvre **ne perturbent pas le marché** ;
 - o que chaque expérimentation soit étudiée par rapport à l'ensemble des expérimentations déjà mises en œuvre et présentées à chacun des guichets de façon à prendre en compte **l'impact global** pour les réseaux et le système électrique des dérogations qui seront en cours simultanément ;

¹ avenant dont le modèle devra avoir été préalablement approuvé par le ministre chargé de l'énergie

- que les expérimentations exigeant des **dérogations aux dispositions** législatives et réglementaires générales et spécifiques **applicables aux installations de production** d'électricité **bénéficiant d'un dispositif de soutien** (obligation d'achat et complément de rémunération) prévoient les conditions dans lesquelles les organismes en charge du versement du soutien (selon le cas EDF, les ELD ou les organismes agréés) pourront effectivement mettre en œuvre ces dérogations.
- que la CRE établisse et maintienne un référentiel unique d'évaluation socio-économique appliqué à toutes les expérimentations. Ce référentiel permettra d'établir une liste de critères simples qui permettra une comparaison rationnelle entre les expérimentations.
- Enfin, la procédure de **prolongation de l'expérimentation** pourrait être clarifiée :
 - Elle devrait faire l'objet d'une **demande spécifique** par le porteur de projet à adresser à la CRE plusieurs mois avant la date de fin de la première période. En l'absence de réponse, l'expérimentation prendrait **fin de façon tacite** à l'échéance initialement accordée.
 - Un porteur de projet devrait avoir un **préavis de plusieurs mois** s'il doit mettre fin à l'expérimentation et se mettre en conformité. Il est donc nécessaire que le bilan de l'expérimentation soit partagé plusieurs mois avant la fin de la première phase de l'expérimentation, et que la décision de la CRE sur une possible prolongation soit connue plusieurs mois avant la fin de l'expérimentation.
 - Afin que **l'évaluation globale soit effective**, elle doit se baser sur une **durée d'expérimentation suffisante**. Ainsi, une durée moyenne totale de 18 mois peut sembler très courte surtout si l'on considère que les REX doivent débuter plusieurs mois avant la fin de la période afin qu'un préavis suffisant de plusieurs mois soit laissé au porteur de projet en cas de non renouvellement de l'expérimentation. Ainsi EDF estime que la durée moyenne des projets devrait être augmentée.
 - Enfin les **modalités de prolongation** devraient pouvoir être modifiées à la marge par rapport à ce qui a été testé dans la première période, sans que cela ne remette en cause l'expérimentation dans son ensemble. Les **paramètres** pouvant faire l'objet **d'ajustements** pourraient être identifiés au moment du dossier de candidature.

Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

EDF estime opportun d'ajouter au dossier de candidature une note indiquant dans quelle mesure la technologie ou le service proposé contribue à « *la transition énergétique et au développement des réseaux et infrastructures intelligents* ».

Comme évoqué précédemment, une analyse coûts-bénéfices de l'expérimentation devrait être ajoutée.

Par ailleurs, en cohérence avec la demande d'éléments visant à prévenir les risques, une analyse de risques devrait être exigée.

Enfin, comme suggéré en réponse à la question précédente, le porteur de projet devrait pouvoir inscrire une liste de paramètres ajustables sans nouvelle validation, en cas de prolongation de l'expérimentation.

Question 4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

Comme évoqué précédemment, le calendrier proposé entre le début, la fin des bilans et la décision de la CRE sur une possible prolongation doit être clarifié et laisser suffisamment de temps au porteur de projet pour se mettre en conformité si l'expérimentation n'est pas prolongée.

Par ailleurs, EDF s'interroge sur le traitement des dérogations qui ne relèveraient pas du domaine de compétence de la CRE. Il semblerait naturel que la procédure adoptée par l'administration soit similaire à celle mise en œuvre par la CRE. La CRE pourrait aussi être associée au suivi et à l'évaluation des expérimentations qui seront autorisées par l'autorité administrative.

Question 5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

EDF accueille favorablement les modalités de mise en œuvre proposées par la CRE qui faciliteront le dépôt des candidatures par les porteurs de projet. EDF souhaite que ces modalités soient disponibles dès le premier guichet.

ooOoo